



Perspectives chinoises

2016/1 | 2016

Document : La réforme avortée de Deng Xiaoping en 1975-1976

Emily T. Yeh, *Taming Tibet: Landscape Transformation and the Gift of Chinese Development*

Ithaca, Londres, Cornell University Press, 2013, 344 p.

Valentina Punzi

Traducteur : Matei Gheorghiu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7331>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2016

Pagination : 73-74

ISBN : 979-10-91019-18-7

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Valentina Punzi, « Emily T. Yeh, *Taming Tibet: Landscape Transformation and the Gift of Chinese Development* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2016/1 | 2016, mis en ligne le 15 mars 2016, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7331>

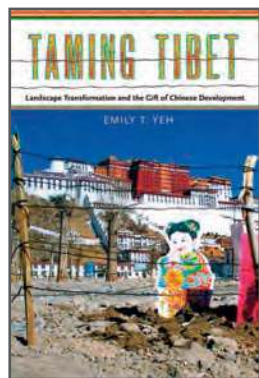
La Chine est désormais, de loin et sans doute pour très longtemps, le premier émetteur de CO₂ de la planète. Avec 10,3 milliards de tonnes de rejets elle représente près du tiers des émissions mondiales (35,3 milliards de tonnes). Par ailleurs, les émissions par tête chinoises avoisinent les 8 tonnes, c'est-à-dire le niveau observé dans l'Union européenne à 28 (la France étant légèrement au-dessus de 5 tonnes).

Naturellement, certains de ces chiffres doivent être interprétés avec précaution. En effet, au début du mois de novembre 2015, on apprenait que Pékin avait massivement sous-estimé sa consommation de charbon entre 2000 et 2012. Résultat : pour cette dernière année par exemple, les émissions chinoises de CO₂ ont dû être réévaluées d'un milliard de tonnes⁽²⁾, c'est-à-dire presque trois fois la totalité des émissions françaises ! Rien de bien surprenant dans cette découverte, un article paru en 2012 montrait, en se fondant sur les données fournies par les départements de statistiques de niveau local, qu'en 2010 la Chine aurait émis 1,4 milliard de tonne de CO₂ de plus qu'elle ne le déclarait⁽³⁾.

Avec ses analyses fouillées, ses nombreux graphiques, tableaux et exemples concrets, le livre de Michael T. Rock et Michael A. Toman constitue une contribution intéressante à un débat qui n'est pas près de trouver sa conclusion.

■ Jean-Paul Maréchal est maître de conférences en science économique, Université Paris-Sud (marechal.jean-paul@wanadoo.fr).

- Chris Buckley, « China Burns Much More Coal Than Reported, Complicating Climate Talks », *The New York Times*, 3 novembre 2015.
- Dabo Guan, Zhu Liu, Yong Geng, Sören Lindner et Klaus Hubacek, « The Gigatonne Gap in China's Carbon Dioxide Inventories », *Nature Climate Change*, n° 2, 2012, p. 672-675.



Emily T. Yeh,
Taming Tibet: Landscape Transformation and the Gift of Chinese Development,
Ithaca, Londres, Cornell University Press, 2013, 344 p.

VALENTINA PUNZI

L'analyse du développement économique de l'Ouest de la Chine s'est généralement cantonnée à l'étude des plans mis en œuvre par le gouvernement central depuis la période des réformes des années 1980, réformes qui se sont intensifiées pendant la dernière décennie. En conséquence, le « Programme de développement de l'Ouest » de la Chine (*Xibu da kaifa*), initié en 2000, et la mesure plus récente « Une ceinture, une route » (*Yidai yilu*), mise en œuvre à partir de 2014, ont été souvent considérés par erreur, comme des émergences spontanées, en omettant de prendre en compte d'importants projets de développement antérieurs, datant des années 1950.

Le travail d'Emily Yeh, *Taming Tibet: Landscape Transformation and the Gift of Chinese Development*, contribue à éclairer cet angle mort grâce à une excellente étude monographique du développement de la ville de Lhassa et de ses environs, sur une longue période comprise entre les années

1950 et 2000. À travers un compte-rendu détaillé des changements des politiques menées par les autorités chinoises pendant cette période, elle analyse les interactions entre les transformations physiques, économiques et sociales qui ont affecté la capitale historique et religieuse du Tibet.

Le principal argument de l'ouvrage repose sur l'idée selon laquelle les stratégies de développement des entreprises d'État chinoises ont d'emblée été conçues comme des actes de bienveillance à l'égard des Tibétains et que le développement lui-même leur était « offert » comme un don qu'ils ne pouvaient refuser afin d'établir et renforcer la domination nationale au Tibet. En faisant référence à la théorie maussienne du don, l'auteur soutient qu'à travers son apparent désintéressement, le développement « à la chinoise » est un don qui engendre des obligations et un sentiment de dette de la part des Tibétains, et s'accompagne de fortes attentes implicites d'une réciprocité incarnée par la gratitude et la loyauté.

Basée sur des sources historiques, des analyses des politiques mises en œuvre et un travail de terrain ethnographique, l'étude d'Emily Yeh met au jour comment le développement a été déployé comme principe théorique et stratégie appliquée visant à incorporer le territoire et les habitants du Tibet à la nation chinoise. Dans ce sens, l'objectif de tous les projets de développement chinois entrepris depuis les années 1950 vise à soutenir un discours hégémonique qui – au-delà de ses buts purement économiques – admet, et en réalité exige, que les Tibétains apprécient le don.

Le livre décrit les conséquences des différents projets de développement et éclaire les dynamiques sociales et économiques des interactions entre les Tibétains, l'État, le territoire, et les migrants Han arrivés au cours de ces 60 dernières années. L'auteur identifie trois phases dans l'intervention du gouvernement au Tibet, et plus précisément à Lhassa. Chacune se caractérise par une attention particulière apportée au développement d'un élément spécifique : les fermes d'État, les serres, et enfin la construction de logements. Le récit est articulé autour de ces trois thématiques et phases qui ont pour noms évocateurs « Soil » (Terre), « Plastic » (Plastique) et « Concrete » (Béton) et qui ont, au fil du temps, reconfiguré Lhassa, ville originellement centre du Tibet, en une périphérie géographique, culturelle et économique en besoin de développement.

La première partie, « Soil », aborde la première phase de développement (1950-1980) et les premières transformations du paysage tibétain par l'institution de fermes d'État, avec l'introduction de nouveaux modes de production agricole et la première mise en culture de la terre qui a impliqué les efforts conjoints de l'armée chinoise et des autochtones. Ces premières années constituent la meilleure période de l'histoire de la région du point de vue des relations entre le centre et la périphérie : l'enthousiasme que partageaient les soldats Han et les autochtones qui travaillaient dans les fermes d'État expliquait l'existence de relations interethniques relativement bonnes, avant que ces dernières ne se dégradent en raison des progrès rapides de la conquête symbolique et réelle du territoire.

Cette partie de l'ouvrage met au jour de nombreux souvenirs de cette période qui ont été souvent passés sous silence par les communautés tibétaines en exil, parmi lesquels l'amélioration de l'égalité des sexes qui a été rendue possible par la participation des femmes au travail de la terre. Des extraits d'entretiens et des souvenirs éclairent et contextualisent la reconstruction historique de cette partie du livre ainsi que des deux parties suivantes : l'aller-retour incessant entre des exemples concrets de parcours de vie et des problèmes politiques plus larges présente au lecteur un récit complexe et complet, et l'alternance entre la perspective micro et la perspective macro renforce la justesse de l'analyse politique et historique.

Dans la deuxième partie, « Plastic », l'auteur procède à l'analyse des années 1990, décennie constituant une phase critique de transition de l'économie d'État vers l'économie de marché au niveau national qui a eu un impact direct sur les stratégies de développement du Tibet. Les fermes d'État ont été progressivement abandonnées, et un nombre croissant de travailleurs migrants Han en provenance de la province du Sichuan se sont emparés du marché émergent des serres qui se sont répandues dans les villages entourant Lhassa.

L'auteur décrit remarquablement l'interdépendance entre les multiples niveaux des discours et des pratiques politiques, économiques et culturelles qui, à la suite de l'apparition des serres, ont déterminé la relégation des Tibétains dans la culture de légumes et les marchés vivriers (p. 121). Pour les Tibétains, la décollectivisation de l'agriculture a entraîné non seulement une non participation mais aussi une exclusion progressive d'un développement désormais conduit par une logique de marché.

L'arrivée de nouveaux migrants Han remplaçant l'intervention directe de l'État, le problème du développement tibétain s'est dès lors d'avantage rapporté à des tensions ethniques, et la naturalisation de l'accroissement constant du nombre de travailleurs Han a constitué la seconde stratégie de territorialisation du Tibet. L'auteur expose clairement comment les Tibétains ont été exclus des opportunités du marché fraîchement libéralisé en raison de la concurrence des normes culturelles et relations sociales traditionnelles tibétaines, de l'échec du transfert de technologies provenant des travailleurs Han, et du contraste saisissant entre l'agriculture « scientifique » et l'utilisation traditionnelle de la terre. Ces dynamiques ont conduit les Tibétains à se représenter le modèle de développement chinois comme un processus de détérioration systématique de la terre par des fertilisants chimiques et de corruption des individus par le biais de l'urbanisation. Cette dernière les a conduits à vivre dans une économie de rente et à abandonner de plus en plus de terres aux migrants Han qui y ont établi des serres. L'auteur affirme que la reproduction des déséquilibres économiques et ethniques à Lhassa est aussi liée à l'échec de l'application du concept chinois de *suzhi*, terme désignant la qualité du lieu et de ses habitants, à la ville de Lhassa. En Chine orientale, l'augmentation du *suzhi* est en effet associée directement à l'urbanisation : l'exode rural signifie ainsi une hausse automatique du *suzhi* qui, dans le cas de la petite et sous-peuplée Lhassa, a exemplairement échoué à répondre aux attentes des migrants Han. En raison des représentations dominantes d'archaïsme, de saleté et de superstition, les Tibétains ont été et sont toujours considérés comme ayant un bas niveau de *suzhi*, tout comme Lhassa, devenue une périphérie en voie d'urbanisation.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, « Concrete », l'accent est mis sur l'urbanisation à marche forcée de Lhassa et de ses environs, urbanisation qui s'est poursuivie pendant la dernière décennie pour encourager le développement par le biais de la construction de nouveaux logements. L'imposition de nouveaux espaces de vie, qui affecte les relations familiales et l'usage traditionnel de l'espace domestique, est une des conséquences de la présence intrusive et envahissante de l'État dans les vies locales. Une fois encore, l'incapacité des Tibétains à « manifester de la gratitude » à l'égard de ce nouveau cadeau fait de béton est stigmatisée, et son acceptation est imposée avec force.

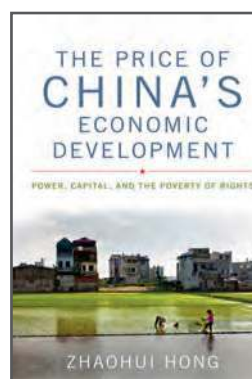
Des politiques fluctuant en permanence régulent différents programmes visant à restaurer des anciens villages, à étendre les aires urbaines, à reloger des habitants des vieilles maisons du centre historique, et à construire de nouvelles habitations à la périphérie. L'auteur souligne la dynamique économique spécifique de ces projets immobiliers impliquant à la fois le centre de Lhassa et les villages alentour, et décrit les sources de financement dont

ils dépendent. Bien que l'État apporte une part essentielle du financement des projets immobiliers, les propriétaires de logements eux-mêmes sont contraints de couvrir une partie des dépenses. Ainsi, dépendant à la fois de crédits privés et d'emprunts bancaires, la participation involontaire des Tibétains au développement impulsé par l'État et aux projets d'urbanisation les conduit à un inévitable endettement. Le livre s'achève sur des réflexions concernant la théorie maussienne du don, élaborée à l'origine dans le contexte des sociétés « archaïques », et sur son applicabilité aux relations contemporaines entre État et citoyens au Tibet.

Ce travail est une contribution remarquable à l'étude des stratégies de développement de long terme de la RPC visant à incorporer les zones périphériques au sein du corps du pays et à clairement marquer son territoire d'une manière qui, comme l'auteur le remarque, fait sinistrement écho à la terreur d'État.

■ Traduit par Matei Gheorghiu.

■ Valentina Punzi est actuellement post-doctorante à l'Università degli Studi di Napoli L'Orientale, Italie (valentina.punzi@yahoo.it).



Zhaohui Hong,
The Price of China's Economic Development: Power, Capital, and the Poverty of Rights,
Lexington, The University of Kentucky Press, 2015, 296 p.

BENOÎT VERMANDER

Couvre d'un spécialiste d'histoire économique, ce livre adopte une perspective interdisciplinaire pour étudier les conséquences non économiques du processus de développement chinois poursuivi depuis 1978. Il ne prend donc pas en compte les aspects environnementaux de la croissance par exemple, mais essentiellement les coûts sociaux et culturels du modèle qui s'est imposé au cours de la période. La notion même de « prix » ou de coût, note l'auteur, n'est pas en soi porteuse d'un jugement de valeur : tout processus de croissance est assorti d'un prix. La question est d'évaluer l'adéquation du prix aux bénéfices constatés, notamment si le prix en question se traduit par un fardeau imposé à un nombre considérable de personnes.

L'aspect interdisciplinaire de l'analyse résulte du triple caractère de la transition poursuivie depuis 1978 : d'une économie planifiée à une économie de marché ; d'une société agraire à une société industrielle ; d'une culture traditionnelle à une culture civique. La première des deux thèses principales de l'auteur est que ces trois transitions ont concouru à former une « institution pouvoir-capital » (*power-capital institution*, ou, en chinois, *quanli ziben zhidu* 权力资本制度) composée d'une économie, d'une culture et d'acteurs spécifiques. Cette institution est opératrice de transferts de pouvoir à capital et vice-versa ; des acteurs assurent en son intérieur la maximisation à leur profit de l'utilisation du travail par le capital ; enfin, cette institution se traduit en des institutions, normes, valeurs et discours. Il va sans dire que la relation entre pouvoir politique et capital économique a radicalement changé depuis